La responsabilité pénale des entreprises

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La société en tant que personne

Le droit pénal singapourien ne contient pas de disposition générale consacrée à la responsabilité pénale des sociétés. Il atteint les sociétés par le biais de définitions. L'Interpretation Act 1965 dispose que les termes « personne » et « partie » englobent « toute société, association ou groupement de personnes, doté ou non de la personnalité morale ». Le Penal Code contient sa propre définition dans le même sens : « Le terme “personne” englobe toute société, association ou groupement de personnes, constitué ou non en personne morale. »[1] Comme le Penal Code descend du code indien de 1860, dont le chapitre I de la partie B a retracé l'histoire, cette définition fait partie du droit pénal de Singapour depuis l'époque coloniale.

Il en résulte qu'une société peut en principe commettre toute infraction qui ne suppose pas par nature un corps humain, comme la bigamie, ou qui n'est punie que d'emprisonnement. La corruption, l'escroquerie (cheating), l'abus de confiance (criminal breach of trust), la falsification des comptes et le blanchiment d'argent peuvent tous être commis par une société. Les questions pratiques portent sur

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

l'imputation et la sanction : quels actes et quel état d'esprit valent comme ceux de la société, et quelle sanction un tribunal peut-il infliger à une entité que l'on ne peut emprisonner ?

De l'organe dirigeant aux règles d'imputation

La réponse traditionnelle de la common law est la doctrine de l'identification. Dans *Tesco Supermarkets Ltd v Nattrass*, la Chambre des lords a jugé en 1971 que seuls les actes des personnes qui incarnent la volonté et l'esprit dirigeants (directing mind and will) de la société sont considérés comme les actes propres de celle-ci. Lord Reid a dit d'une telle personne qu'« elle agit en tant que société, et l'esprit qui dirige ses actes est l'esprit de la société ».[2] La doctrine a été critiquée parce qu'elle protège les grandes organisations : la direction générale commet rarement des infractions en personne, tandis que les cadres qui en commettent occupent souvent un rang trop modeste pour être considérés comme l'esprit dirigeant.

Le Privy Council a affiné l'approche en 1995. Dans *Meridian Global Funds Management Asia Ltd v Securities Commission*, un recours venant de Nouvelle-Zélande, Lord Hoffmann a expliqué qu'une société n'agit qu'au travers de règles d'imputation : des règles primaires figurant dans ses statuts, les règles générales de la représentation et de la responsabilité du fait d'autrui, et des règles spéciales qu'un tribunal façonne pour une disposition légale particulière en fonction de son objet. Il a résumé ce point par une formule reprise depuis par de nombreuses juridictions de common law : « Il n'existe en réalité rien de tel que la société en tant que telle, pas de chose en soi, seulement les règles applicables. »[3]

La Court of Appeal de Singapour a adopté le cadre de *Meridian*. Dans *Ho Kang Peng v Scintronix Corp Ltd*, tranchée le 30 avril 2014, un ancien directeur général qui avait fait effectuer par sa société des paiements que la cour a qualifiés de « pots-de-vin de fait » soutenait que sa propre connaissance, et celle d'autres dirigeants, devaient être imputées à la société. La cour a appliqué les trois catégories de règles d'imputation de Lord Hoffmann. Elle a considéré l'expression « volonté et esprit dirigeants » comme « une simple étiquette commode » et s'est demandé quelle règle d'imputation s'appliquait au regard du but poursuivi.[4] Il s'agissait d'une action civile de la société

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

contre son ancien administrateur, mais son raisonnement sur l'imputation vaut tout autant lorsqu'il s'agit de savoir si une société est pénalement responsable du comportement de ses dirigeants.

La cour a également jugé qu'un administrateur qui fait payer des pots-de-vin par la société « n'agit pas dans l'intérêt de la société », même lorsque le but est un gain financier à court terme, et que de tels paiements étaient « à première vue irréguliers et même illégaux ».[5] Ce point compte pour la répression visant les entreprises, dans deux directions. Une société ne peut guère soutenir que la corruption pratiquée par ses dirigeants servait ses intérêts et était donc autorisée, et les dirigeants ne peuvent pas s'abriter derrière la société lorsque celle-ci cherche ensuite à récupérer auprès d'eux ses pertes.

L'imputation légale et la responsabilité des dirigeants

Plusieurs lois remplacent le critère incertain de la common law par des règles spécifiques. La plus importante pour le secteur financier est le Corruption, Drug Trafficking and Other Serious Crimes (Confiscation of Benefits) Act 1992, généralement appelé CDSA. Sa section 73 prévoit que le comportement et l'état d'esprit d'un administrateur, d'un employé ou d'un mandataire agissant dans les limites de ses pouvoirs réels ou apparents peuvent être imputés à une personne morale.[6] La disposition étend l'imputation bien en dessous du conseil d'administration et de la direction générale. Un chargé de clientèle qui manie sciemment le produit de la fraude d'un client peut donc exposer la banque elle-même à une accusation de blanchiment d'argent.

La même loi joue aussi dans le sens inverse. Selon la section 80, lorsqu'il est établi qu'une infraction commise par une personne morale l'a été avec le consentement ou la complicité tacite d'un dirigeant, ou qu'elle est imputable à sa négligence, « le dirigeant comme la personne morale sont coupables de l'infraction ». Les sous-sections (3) et (4) étendent la règle aux associés et aux dirigeants des associations dépourvues de personnalité morale.[7] Des clauses semblables sur la responsabilité des dirigeants figurent dans de nombreuses lois de surveillance, notamment celles qu'applique la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

surveillance financière), décrites au chapitre I de la partie E. La responsabilité de l'entreprise et celle des personnes physiques sont ainsi liées : la poursuite de la société ouvre fréquemment la voie à la poursuite de ses administrateurs pour négligence.

Les sanctions et leurs limites

Les peines applicables à une société condamnée sont l'amende, la confiscation et les mesures accessoires. Les amendes prévues par la loi générale anticorruption sont faibles en comparaison internationale. Les sections 5 et 6 du Prevention of Corruption Act 1960 prévoient une amende de 100 000 S$ au plus ou un emprisonnement de cinq ans au plus, ou les deux, et la section 7 porte la durée maximale de l'emprisonnement à sept ans lorsque l'affaire concerne un contrat avec le gouvernement ou un organisme public. Pour une société, seule l'amende entre en ligne de compte. La section 13 ajoute une pénalité égale au montant de l'avantage (gratification), que le tribunal doit prononcer en sus de toute autre peine et qui se recouvre comme une amende.[8]

Les infractions de blanchiment du CDSA vont plus loin. Une personne morale condamnée en vertu des sections 50, 51, 53 ou 54 encourt une amende de 1 million de S$ au plus ou du double de la valeur des avantages en cause, le montant le plus élevé étant retenu. La section 55A, qui réprime le fait d'aider autrui à conserver des avantages d'origine criminelle dans des circonstances suspectes, par exemple lorsque la personne n'a pas pris de mesures raisonnables pour vérifier l'opération, prévoit le même maximum pour les personnes autres que physiques.[9] Le rattachement à la valeur des avantages donne au tribunal une mesure proportionnée à l'ampleur de l'infraction, sans atteindre toutefois les multiples du profit courants dans la pratique américaine.

La compétence constitue une autre limite. Le Prevention of Corruption Act dispose en sa section 37 qu'un citoyen de Singapour qui commet une infraction à la loi hors de Singapour « peut être poursuivi pour cette infraction comme si elle avait été commise à Singapour ».[10] Pour une société, la situation est moins explicite, puisque la loi parle de citoyens. Dans les affaires examinées ci-après, les schémas de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

corruption ont été organisés et financés depuis Singapour, ce qui a donné à ses tribunaux un rattachement territorial à des agissements dont les effets se produisaient au Brésil.

Les poursuites en pratique

L'agence anticorruption de Singapour, le Corrupt Practices Investigation Bureau (CPIB), traite principalement des affaires du secteur privé. Selon le ministre d'État principal (Senior Minister of State) Desmond Tan, 84 des 90 personnes poursuivies en 2025 pour des infractions de corruption ayant fait l'objet d'une enquête du Bureau provenaient du secteur privé. Dans l'indice de perception de la corruption 2025 de Transparency International, Singapour s'est classée troisième sur 180 pays et première de la région Asie-Pacifique.[11]

Les poursuites contre les sociétés elles-mêmes restent moins fréquentes que celles visant leurs administrateurs et employés, mais elles existent. Le 26 octobre 2026, par exemple, une société de maintenance a été inculpée en vertu de la section 6(b) du Prevention of Corruption Act, lue conjointement avec les sections 7 et 31, pour s'être prétendument entendue avec son ancien administrateur afin de verser un pot-de-vin de 50 000 S$ à un cadre de l'agent gestionnaire d'un conseil municipal (town council).[12] L'affaire est ordinaire, et c'est là son intérêt. Dans les affaires internes, une société qui verse des pots-de-vin par l'intermédiaire de son administrateur est poursuivie à ses côtés de la manière habituelle, sans procédure particulière.

Idée reçue

On entend parfois que Singapour ne peut pas poursuivre les sociétés pour des infractions pénales parce que seules les personnes physiques peuvent être emprisonnées. Le droit singapourien a toujours traité les sociétés comme des personnes capables de commettre des infractions, et c'est pourquoi le CPIB inculpe régulièrement des sociétés. Les véritables contraintes tiennent à l'imputation, au niveau des amendes et à la preuve d'agissements survenus à l'étranger.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Notes

1. Interpretation Act 1965, section 2(1), définition de « person » (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026 ; le texte officiel publié sur Singapore Statutes Online fait foi) ; Penal Code 1871, section 11 (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026). ↩
2. *Tesco Supermarkets Ltd v Nattrass* [1971] UKHL 1, [1972] AC 153 (House of Lords), opinion de Lord Reid ; le gérant du magasin ne faisait pas partie de l'esprit dirigeant de la société, qui a été acquittée (Wikipedia, « Tesco Supermarkets Ltd v Nattrass », consulté en novembre 2026). ↩
3. *Meridian Global Funds Management Asia Ltd v Securities Commission* [1995] UKPC 5, [1995] 2 AC 500, décision du 26 mai 1995, opinion de Lord Hoffmann (Wikipedia, « Meridian Global Funds Management Asia Ltd v Securities Commission », consulté en novembre 2026). ↩
4. *Ho Kang Peng v Scintronix Corp Ltd (formerly known as TTL Holdings Ltd)* [2014] SGCA 22, Court of Appeal, 30 avril 2014 (Sundaresh Menon CJ, Chao Hick Tin JA, V K Rajah JA), par. [32], [47]–[50] (elitigation.sg, consulté en novembre 2026). ↩
5. *Ho Kang Peng v Scintronix Corp Ltd* [2014] SGCA 22, par. [40], [44]. ↩
6. Corruption, Drug Trafficking and Other Serious Crimes (Confiscation of Benefits) Act 1992, section 73 (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026). ↩
7. CDSA, section 80(1), (3) et (4) (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026). ↩
8. Prevention of Corruption Act 1960, sections 5, 6 et 7 (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026) ; CPIB, « Company Charged for Alleged Corruption Involving Town Council Contract », 26 octobre 2026, cpib.gov.sg, rappelant les peines prévues aux sections 6 et 7 ; Prevention of Corruption Act 1960, section 13 (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026). ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

9. CDSA, sections 50(7), 51(7), 53(7) et 54(7) ; pour les personnes physiques, amende de 500 000 S$ au plus ou emprisonnement de dix ans au plus, ou les deux (sections 50(5), 51(5), 53(5), 54(5)) (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026) ; CDSA, section 55A(6) (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026). ↩
10. Prevention of Corruption Act 1960, section 37 (texte tel que reproduit sur lawplayer.com, consulté en novembre 2026). ↩
11. Allocution du Senior Minister of State Desmond Tan lors de l'Anti-Corruption Partnership Network Event 2026, 18 septembre 2026, cpib.gov.sg : « Singapore ranked third out of 180 countries in the Transparency International Corruption Perceptions Index 2025 » ; sur les 90 personnes poursuivies en 2025 pour des infractions de corruption ayant fait l'objet d'une enquête du CPIB, 84 provenaient du secteur privé. ↩
12. CPIB, « Company Charged for Alleged Corruption Involving Town Council Contract », 26 octobre 2026, cpib.gov.sg : Atlas Maintenance Pte Ltd inculpée d'un chef en vertu de la section 6(b), lue avec les sections 7 et 31 PCA ; entente présumée en février 2023 avec son administrateur de l'époque en vue de verser un pot-de-vin de 50 000 S$. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.